**Quels sont les effets du changement climatique sur les outre-mer ? Quelles sont les prévisions du GIEC sur les petits états insulaires et les territoires ultra-marins dans leur environnement régional ?**

**ALLOCUTION EDOUARD FRITCH**

Nous voulons tous nous donner les moyens d’une lutte sans précédent contre les effets du changement climatique.

Sommes-nous tous sincèrement disposés à prendre un tournant décisif dans notre relation avec la Nature ? Sommes-nous disposés à lutter d’une manière solidaire, petits ou grands de ce monde, contre le changement climatique ?

Nous, pays maritimes du Pacifique, grands par la superficie de nos océans, sommes bien entendu concernés par les changements climatiques. La COP21 sera un moment d’espoir immense pour nos petites communautés insulaires.

A cet égard, je tiens, d’ores et déjà, à vous faire part toute ma gratitude envers l’Etat français pour la place qu’elle donne à ses outre-mer pour préparer l’évènement capital de cette fin d’année. J’applaudis la mobilisation du Président de la République et de son gouvernement pour faire changer l’humanité dans ses rapports avec notre Terre.

Cette mobilisation du chef de l’Etat envers les communautés du Pacifique a démarré en novembre 2014, lors d’une rencontre à Nouméa entre le président Hollande et les 22 états et territoires, membres de l’organisation régionale de la Communauté du Pacifique. A cette occasion, le président Hollande a invité les états du Pacifique à faire entendre leurs préoccupations sur le changement climatique à l’occasion de la COP21. J’avais sensibilisé le président Hollande sur le fait que nos diverses communautés insulaires tropicales ont une approche pragmatique du changement climatique. Nous le voyons sous l’angle de notre vie quotidienne en nous protégeant des cyclones et des marées de tempête, en protégeant les rivages de nos îles ayant des bandes de terre déjà naturellement étroites, en sauvant nos activités économiques et notre autosubsistance dépendantes de la terre et de la mer.

Vue du Pacifique insulaire, les effets du changement climatiques sont déjà une réalité. Nous les vivons déjà au quotidien. Je suis régulièrement saisi par des maires de Polynésie française qui réclament des mesures de protection des berges, la construction d’abris de survie, etc.

Vue du Pacifique insulaire, vous vous battez pour un delta de carbone supplémentaire, alors que nous nous battons dès à présent pour protéger nos terres et nos lagons.

Vue du Pacifique insulaire, les débats et les négociations sur les degrés Celsius ont peu de sens pour nos communautés. Pour nous, ce sont des débats d’experts qui sont éloignés des préoccupations concrètes, économiques, environnementales et sécuritaires auxquelles nous, leaders gestionnaires de pays, avons à faire face avec nos populations.

C’est dans cet esprit, qu’en juillet 2015, j’ai réuni en Polynésie française les 7 chefs d’état du Polynesian Leaders Group pour élaborer une position commune sur le sujet du changement climatique. Le Polynesian Leaders Group a ainsi adopté le P.A.C.T, Polynesia Against Climate Threats. C’est une déclaration qui donne une photographie de toutes nos préoccupations concernant l’intensification des phénomènes climatiques extrêmes, les agressions sur les terres et nos rivages, les déplacements de populations, les atteintes à nos patrimoines naturels et culturels, la gestion de notre grand espace océanique commun et notre trop importante dépendance aux hydrocarbures importées.

A la fin du mois de Novembre prochain, le président de la République réunira à Paris le prochain sommet France-Océanie qui rassemblera près d’une trentaine d’états du Pacifique.

Tout ceci pour vous dire qu’il y a une forte et réelle mobilisation des esprits et des pays du Pacifique sur le thème du changement climatique.

Mais, vous imaginez aussi que la réponse et l’adhésion de nos petits pays du Pacifique à l’appel du président de la République depuis novembre 2014, doivent être suivies par des réponses concrètes ou du moins par le sentiment que toutes les nations ont décidé de lutter significativement contre le changement climatique.

C’est pour vous dire que les attentes de nos chefs d’état du Pacifique que j’ai rencontré à Tahiti en Juillet 2015 et en Papouasie Nouvelle Guinée en Septembre 2015, sont grandes. Les décevoir provoquerait de l’inquiétude et de la frustration. La COP21 ne doit pas décevoir. La COP21 doit répondre aux attentes de nos populations du Pacifique qui vivent sous la menace réelle des agressions climatiques. Ces menaces ne sont pas théoriques. Nos îles tropicales les subissent déjà.

Pour avancer, ensemble, dans des voies vertueuses et cohérentes, des évidences doivent s’imposer à tous :

* nous ne sommes pas tous égaux face aux effets du changement climatique entre pays développés et pays en voie de développement ;
* nous ne subissons pas tous de la même manière les effets du changement climatique que l’on vive sur une terre haute ou sur un atoll de corail dont le point culminant est à 2 mètres au-dessus du niveau de la mer ;
* nous n’avons pas la même sensibilité d’approche que l’on soit français du continent ou français de l’océan ;

Ce que les petits pays, comme les nôtres, souhaitent c’est d’être écoutés et entendus sous un prisme ouvert, sans à priori de votre part et surtout pas sous le prisme des grands pays, montagneux et soucieux de défendre leur mode vie polluante et énergétivore.

Dois-je vous rappeler que la France d’outre-mer ne ressemble en rien à la France continentale sur le plan environnemental ? Dois-je vous rappeler que la plus grande partie de la biodiversité de la France se trouve dans ses composantes ultramarines ? Dois-je vous rappeler que la Polynésie française est une collectivité d’outre-mer qui ne ressemble en rien aux autres collectivités ultramarines ? Même à l’intérieur de la Polynésie, les Polynésiens ne vivent pas la menace climatique de la même façon qu’ils soient agriculteurs sur une île haute des Australes ou sur une île basse des Tuamotu, qu’ils soient gérants d’une pension de famille sur une île haute des Marquises ou sur une île basse corallienne des Tuamotu. C’est vous dire que les effets du changement climatique sont vécus d’une manière différenciée, même au sein de nos populations ultramarines et qu’à cet égard, les attentes de solutions ne peuvent pas être uniformes.

Nous français du Pacifique, avons commencé à agir. Nous avons une vraie expérience. Savez-vous que nous sommes le seul pays au monde à avoir construit des « abris de survie » dans la plupart de nos atolls pour protéger nos populations des violences climatiques ? Nous sommes déjà orientés vers la recherche de solutions.

Depuis 1971, nous mettons en place des Aires Marines Protégées. Grâce à ces actions, la France est le plus grand sanctuaire de mammifères marins et de requins au monde.

Depuis 10 ans, nous produisons du froid grâce à l’eau des profondeurs de l’océan.

A ce titre, permettez-moi de vous rappeler que la Polynésie est française et qu’à travers nous, c’est la France qui peut se targuer d’avoir une expérience et des solutions à présenter au monde lors de la COP21.

Nous attendons donc une vraie écoute des grands pays. Elle sera déjà une attitude de considération envers nos multiples pays du Pacifique. Nous espérons par cette écoute et cette ouverture sincères, que les grands pays qui maîtrisent la COP21 ne nous imposent pas leurs seules solutions et leurs seules préoccupations souvent éloignées ou étrangères aux nôtres. Nous formulons le vœu que la COP21 ne soit pas le sommet des seuls grands pays. Nous formulons le vœu que nous petits états, invités à la COP21 ne soyons pas des faire-valoir ou les spectateurs alibis d’une grande messe médiatique planétaire au service des grandes nations. Nous voulons que nos propositions soient également prises en considération parce que ce sont des solutions qui répondent concrètement à nos préoccupations.

Permettez-moi de vous rappeler que, sur un territoire aussi vaste que l’Europe, le gouvernement de la Polynésie française a à gérer des populations qui vivent sur 20% des atolls du monde. Notre vulnérabilité est particulière au sein de l’ensemble français et elle est similaire à celle de nombreux autres pays insulaires du Pacifique avec qui nous partageons les mêmes craintes.

Mais sachez que la Polynésie française se mobilise déjà à son niveau pour d’une part amorcer sa transition énergétique et d’autre part établir son Plan Climat Energie qui se décline en 28 solutions concrètes pour une Polynésie plus résiliente aux effets du changement climatique.

Ce qui nous manque et dont nous avons besoin, c’est l’accès aux moyens de financement en place, alors que nous avons des solutions. La Polynésie française a été oubliée. Elle n’est éligible ni aux fonds nationaux ni aux fonds internationaux, comme le Fonds Vert pour le climat. Cette situation est anormale et inacceptable. Je compte sur le gouvernement pour réparer instamment cet oubli. D’ailleurs, les Pays de l’Océanie demande à « bleuir » ce fonds vert pour le climat et qu’une plus grande importance soit accordée aux océans.

Ainsi, je voudrais terminer mon propos en suggérant une idée-force. Je demande à la France, grande puissance maritime, grâce notamment à la Polynésie française, de rendre hommage à l’océan et, qu’à l’instar du défi de Bonn pour les forêts, la COP21 engage, ce que nous pourrions appeler, le « *Défi de Paris pour les îles et les Océans* ».